

revendications destinées à être acceptées par la bourgeoisie et ses alliés socio-démocrates, et comme mots d'ordre d'une révolution qui devait en finir avec la société bourgeoise et ses défenseurs.

Naturellement, au sein de l'océan de médiocrité que fut la révolution allemande, il y eut des courants révolutionnaires qui réchauffèrent le cœur des radicaux et les amenèrent à s'engager dans des entreprises historiquement tout-à-fait déplacées. Des succès partiels, dus à la stupéfaction momentanée des classes dominantes et à la passivité générale des grandes masses, épuisées qu'elles étaient par quatre années de famine et de guerre, nourrissaient l'espoir que la révolution pourrait se terminer par une société socialiste. Seulement, personne ne savait réellement à quoi ressemblait la société socialiste et quels pas restaient à franchir pour l'amener à l'existence. "Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats " Quoiqu'attirant, comme mot d'ordre, cela laissait cependant toutes les questions essentielles ouvertes. Ainsi, les luttes révolutionnaires qui suivirent Novembre 1918 ne furent pas déterminées par les plans consciemment fabriqués de la minorité révolutionnaire, mais lui furent imposées par la contre-révolution qui se développait lentement et qui s'appuyait sur la majorité du peuple. Le fait est que les larges masses allemandes, à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement ouvrier, ne regardaient pas en avant vers l'établissement d'une nouvelle société, mais en arrière vers la restauration du capitalisme libéral, sans ses mauvais aspects, ses inégalités politiques, sans son militarisme et son impérialisme. Elles désiraient simplement qu'on complète les réformes commencées avant la guerre, destinées à aboutir à un système capitaliste bienveillant.

L'ambiguïté qui caractérisait la politique du Spartakusbund fut en grande partie le résultat du conservatisme des masses. Les chefs spartakistes étaient prêts d'un côté à suivre la ligne nettement révolutionnaire que désiraient les prétendus "ultra-gauches", et de l'autre côté ils restaient sûrs qu'une telle politique ne pouvait avoir aucun succès étant donné l'attitude prédominante des masses et la situation internationale.

L'effet de la révolution russe sur l'Allemagne avait été à peine perceptible. Il n'y avait pas non plus de raisons d'espérer qu'un tournant radical en Allemagne puisse avoir aucune répercussion supérieure en France, en Angleterre et en Amérique. S'il avait été difficile pour les Alliés d'intervenir en Russie de façon décisive, il rencontreraient des difficultés moins grandes pour écraser un mouvement communiste allemand. Au sortir des victoires militaires, le capitalisme de ces nations s'était considérablement renforcé ; rien n'indiquait réellement que leurs masses patriotes refuseraient de combattre une Allemagne révolutionnaire plus faible. En tous cas, mises à part des considérations de cet ordre, il y avait peu de raisons de croire que les masses allemandes occupées à se débarrasser de leurs armes, reprendraient la guerre contre un capitalisme étranger pour se débarrasser du leur. La politique qui était apparemment la plus "réaliste" vis-à-vis de la situation internationale, et que devaient proposer bientôt Wolfheim et Lauffenberg, sous le nom de National-Bolchevisme, était encore non réaliste, étant donné le rapport de force réel d'après-guerre. Le plan de reprendre la guerre avec l'aide de la Russie contre le capitalisme des Alliés ne tenait pas compte du fait que les Bolcheviks n'étaient ni prêts à participer à une telle aventure, ni capables de le faire. Naturellement les Bolcheviks n'étaient pas opposés à l'Allemagne, ni à aucune autre nation créant des difficultés aux impérialismes victorieux ; cependant, ils n'encourageaient pas l'idée d'une nouvelle guerre à large échelle pour propager la "révolution mondiale". Ils désiraient du soutien pour leur propre régime dont le maintien était encore en question pour les bolcheviks eux-mêmes, mais ils ne s'intéressaient pas au soutien des révolutions dans les